



JURISPRUDENCE

Nous vivons une époque formidable où l'inversion des valeurs est totale.

Dans un monde qui tourne rond, un ministre mis en examen démissionne. Aujourd'hui, pour être nommé ministre, il semble de bon ton d'avoir au moins une affaire judiciaire en cours.

Dans un monde qui tourne rond, l'échec est sanctionné. Aujourd'hui, c'est plutôt la garantie d'une promotion (coucou Jérôme « GMBI » Fournel).

Dans un monde qui tourne rond, une nouvelle ministre ne crache pas sur les agent-es de son ministère dès sa première prise de parole publique. Aujourd'hui, les éditocrates louent son « bon sens » (de classe, sans mauvais jeu de mot).

Mais où sont passés probité et exemplarité ? Remplacés par conflit d'intérêt et mépris de classe.

SOUS SOUS SECRÉTAIRE

Le remaniement ministériel nous laisse un goût particulièrement amer en tant que fonctionnaire. Disparition d'un grand ministère de la Fonction Publique, un mariage de la carpe et du lapin avec un ministère de la Santé et du Travail, et que dire de l'association baroque de l'Éducation Nationale et des Jeux Olympiques...

C'est un signe fort que donnent Emmanuel Macron et Gabriel Attal, confirmant ainsi leur vision ultra-libérale de la société et du peu de cas qu'ils font des missions publiques et des agent-es et agents, fonctionnaires comme non-titulaires, ainsi que des retraité-es des trois versants de la Fonction publique.

Ce nouvel épisode consternant souligne que rien de bon n'est à attendre de la Macronie dans les mois qui viennent en matière de pouvoir d'achat, de statut, d'égalité professionnelle ou encore d'emploi pour l'ensemble de la Fonction publique.

Plus inquiétant, la Macronie missionne S. Guérini pour instaurer une nouvelle couche de rémunération au « mérite » (à l'arbitraire serait plus exact) et une « réforme de fond de la fonction publique ». Gageons qu'il s'agit là d'achever le statut et ses règles protectrices pour les agent-es.

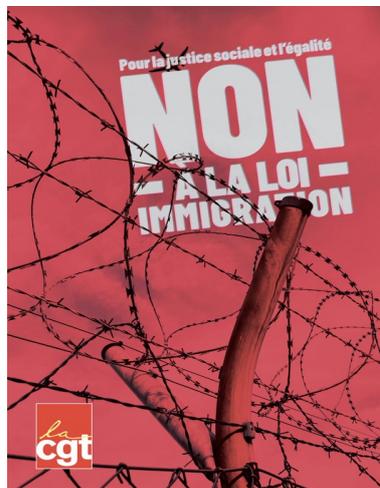
RECONNAISSANCE

Notre chère directrice de la Drfip44 note dans ses bons vœux 2024 que « les résultats obtenus en 2023 par la DRFIP 44, sur l'ensemble de nos missions, sont très satisfaisants et, pour la plupart, supérieurs aux résultats nationaux et aux objectifs que nous nous étions fixés ».

Cela est certes assez émouvant mais quel retour aurons-nous en dehors de ces quelques mots ? Augmentation des emplois ? Une prime ? La prime d'objectif, c'est uniquement pour n°1 qui va pouvoir toucher sa part variable de 50 000 € (voir l'annonce de la fiche de poste pour son prochain remplacement) grâce à notre travail.

Bref, les petits sont payés de mots, mais rien pour leurs comptes en banque ou leurs conditions de travail.

CONTRE UNE LOI INIQUE



Dans la dérive ultra-droitière en cours, une nouvelle loi dite Immigration a été votée en décembre. Cette loi au parti pris xénophobe et improductif, comprend de nombreux points anti-constitutionnels. Sans attendre un « toilettage » par le conseil constitutionnel nous demandons sa non-promulgation.

Manifestons dimanche 21 janvier à 11H au miroir d'eau de Nantes et au marché de Saint Nazaire.

Décryptage de la loi sur l'immigration : 10 raisons de combattre la loi de la honte

Montrons que la France, c'est la liberté, l'égalité et la fraternité. Montrons que la France, c'est la solidarité que chaque jour nous faisons vivre sur nos lieux de travail en nous entraînant entre collègues quelle que soit notre religion ou notre nationalité. Montrons que la France, c'est l'humanité que nous faisons vivre dans nos écoles en nous mobilisant pour refuser l'expulsion d'enfants, et en nous battant pour que toutes les familles puissent avoir un toit.

SANS LA CGT

Ce jeudi 18 janvier devait se tenir le CSAL « suppression d'emplois » à la Drfip44.

Au-delà de l'affichage trompeur de « création d'emplois », l'hémorragie se poursuit dans les services de « production » avec 600 emplois en moins dans les directions territoriales. Pas question pour la Cgt de cautionner cette nouvelle purge. Le navire coule et les agent-es rament.